

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2011



SOMMAIRE

SOMMAIRE ET ÉDITO..... P. 2

OXFAM : UNE ACTION À 360°
POUR LUTTER CONTRE
LA PAUVRETÉ..... P. 3

OXFAM FRANCE..... P. 4

RENFORCER L'ACTION D'OXFAM
DANS LES PAYS DU SUD..... P. 5

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT.. PP. 6-8

DROIT À LA SANTÉ..... P. 9

AGRICULTURE PAYSANNE
ET CHANGEMENT CLIMATIQUE..... P. 10

PROTECTION DES POPULATIONS
EN ZONE DE CONFLIT..... P. 11

LES GROUPES LOCAUX, FER DE LANCE
DE LA MOBILISATION !..... P. 12

VIE ASSOCIATIVE / MAGASINS
SOLIDAIRES OXFAM FRANCE..... P. 13

NOS FINANCES..... PP. 14-15-16

DONNER..... P. 17

ADHÉREZ À OXFAM FRANCE..... P. 18

LE TRAILWALKER 2011 : UNE DEUXIÈME
ÉDITION HAUTE EN COULEUR !..... P. 19

ÉDITO AGIR ICI ET LÀ-BAS



En 2011, à l'occasion du double rendez-vous qu'a constitué la succession, en France, de deux sommets diplomatiques clés qui ont vu converger vers notre pays les dirigeants politiques des principales puissances économiques de la planète, nous avons, en tant qu'Oxfam France, lancé un pari audacieux : faire la preuve, en une petite douzaine de mois seulement, que même en période de crise économique, notre optimisme sur le potentiel de transformation de la solidarité internationale avait encore sa place. En cette année de G8 et de G20, nous avons ainsi réussi à prouver que la mobilisation citoyenne pouvait encore peser sur les politiques internationales et surmonter fatalisme et résistances. Ici même, nous avons démontré que portées par un enthousiasme et une passion intransigeante (la vôtre) et une vraie expertise (des dossiers solides), des idées que l'on aurait dites hier "utopiques" pouvaient vaincre les obstacles du

scepticisme. Enfin, nous sommes parvenus à assurer, avec nos collègues, le soutien de l'opinion publique internationale hors de nos frontières, la portée planétaire de nos messages – et c'est là toute la force du réseau Oxfam, qui rayonne aujourd'hui jusque dans les pays émergents, avec Oxfam Inde ou Oxfam Mexique notamment, dont les actions pèsent vis-à-vis de leurs propres gouvernements.

Ce pari, à la lecture de ce rapport, il vous revient de décider si nous l'avons tenu. Bien sûr, la victoire – nos soutiens réguliers le savent – n'est que rarement immédiate : notre route dans un monde qui change n'est pas une ligne droite, mais un chemin qui serpente. Il en a été ainsi – avec ses hauts et ses bas – de l'action phare de l'année pour une taxe sur les transactions financières, source de ressources nouvelles pour la lutte contre la pauvreté et le financement des enjeux climatiques. Qui, en février 2011, quand nous avons lancé notre campagne avec notre Robin des bois, place de la Bourse à Paris, aurait pu dire que dix mois plus tard, l'idée aurait fait son chemin et été mise à l'agenda du G20, ouvrant ainsi des perspectives réalistes de concrétisation ? Clairement, le succès n'est pas garanti : conviction et ténacité seront nécessaires pour que cette mesure soit adoptée à une échelle conforme à nos attentes et se traduise par des résultats enfin tangibles dans la lutte contre la pauvreté ou les injustices climatiques. Mais un pas décisif a été franchi, qui rend aujourd'hui les choses possibles.

Il en est de même du travail mené pour faire évoluer les politiques agricoles ou de santé, la seule solution pour mettre un terme de façon durable aux situations d'injustice, dans les pays les plus pauvres et partout où l'on souffre de la faim. En 2011, la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique est venue nous rappeler aussi que parfois – trop souvent hélas – quand des vies sont en péril, il n'est pas possible d'attendre demain le résultat des actions menées aujourd'hui. En soutenant pour la première fois (une décision importante pour notre association) la réponse humanitaire d'Oxfam – en Somalie – et en couplant cette réponse d'urgence avec notre plaidoyer en France et la campagne "CULTIVONS" sur les questions agricoles, nous avons établi des liens nouveaux avec les actions d'Oxfam au Sud, rendus possibles par l'action d'Oxfam "à 360 degrés". En liant, comme nous l'avons fait, ces actions d'urgence à notre travail en amont, nous n'avons eu de cesse de rappeler l'importance de solutions durables pour faire face aux causes des injustices globales. Un travail dans la durée qui serait impossible sans la fidélité de tous ceux et celles, nouveaux et anciens dans notre réseau, donateurs, adhérents et signataires, qui soutiennent nos actions et nous permettent d'agir sur le long terme ici et ailleurs. À toutes et tous, un grand merci.

Luc LAMPRIÈRE
Directeur Général

Françoise TOUTAIN
Présidente

OXFAM : UNE ACTION À 360°

POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ



L'ENGAGEMENT CITOYEN COMME LEVIER DE CHANGEMENT

Du Nord au Sud, la pauvreté n'est pas une fatalité. Elle peut être éliminée par la volonté politique et l'action de chacun-e pour faire entendre sa voix et soutenir des solutions durables contre les inégalités.

Oxfam est un réseau de dix-sept organisations affiliées qui luttent ensemble pour trouver des solutions durables aux injustices, à la pauvreté et aux inégalités.

Par ailleurs, il existe six bureaux de plaidoyer Oxfam dans le monde : Bruxelles, Genève, Addis-Abeba, Brasilia, New York et Washington.

Les dix-sept organisations Oxfam travaillent ensemble dans plus de quatre-vingt-dix pays, en collaboration avec leurs partenaires et alliés. Elles utilisent hors de leur pays le seul nom d'Oxfam afin de souligner la coordination de leurs activités et les objectifs communs du réseau.

UNE APPROCHE PAR LES DROITS

Toutes les organisations Oxfam partagent une même conviction : la nécessité de défendre les droits des populations les plus pauvres. Pour servir cet objectif, les activités d'Oxfam s'articulent autour de la défense des droits fondamentaux :

- le droit à une vie décente ;
- le droit à être soigné et éduqué ;
- le droit à être protégé ;
- le droit à être entendu et à être traité de façon équitable, dans tous les domaines, que l'on soit une femme ou un homme.

DES ACTIONS SUR TOUS LES TERRAINS

Les dix-sept organisations revendiquent une approche intégrée des questions de développement. Elles mènent à la fois des actions humanitaires d'urgence, des projets de développement, des campagnes de plaidoyer et de mobilisation citoyenne, et promeuvent le commerce équitable. En partenariat avec des centaines d'organisations locales, Oxfam travaille à différents niveaux avec les personnes vivant dans la pauvreté, luttant pour le respect de leurs droits et le contrôle de leur propre vie.

- **Soutien aux organisations locales et projets de développement** : en étroite collaboration avec ses partenaires et les communautés locales, Oxfam accompagne et met en œuvre des projets à long terme dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, de la création d'emplois...
- **Urgences** : Oxfam offre une assistance immédiate aux personnes en danger, touchées par des catastrophes naturelles ou des conflits et les aide à améliorer leur capacité à y faire face.
- **Campagnes, mobilisation citoyenne et pression sur les décideurs** : nous informons et impliquons le public en lui permettant de faire entendre sa voix par le biais de vastes campagnes d'opinion qui interpellent les décideurs politiques et économiques. Oxfam réalise également des rapports et propose des solutions ou alternatives concrètes et réalistes aux décideurs.
- **Commerce équitable** : Oxfam soutient activement et promeut le commerce équitable. Certains affiliés commercialisent des produits, comme ceux d'Oxfam Magasins du Monde ou Oxfam Fairtrade, y compris en France.



Des paysans récoltent le riz dans la région de l'Artibonite, en Haïti, mai 2011. © Pablo Tosco / Oxfam

OXFAM FRANCE



Dans le cadre de la campagne "Taxe Robin des bois", des militantes Oxfam posent des affiches permettant aux passants équipés de smartphones d'accéder directement aux contenus du site taxerobindesbois.org, avril 2011. © Delphine Bedel / Oxfam France

2011 : LES MOMENTS FORTS

FÉVRIER

- **Lancement de la campagne "Remettons la finance dans le bon sens"** et de son premier volet, la taxe sur les transactions financières (TTF), dite "Taxe Robin des bois", à l'occasion de la présidence française des G8 et G20.

MARS

- **TCA** : 2^e réunion préparatoire relative au Traité sur le commerce des armes (TCA) à l'ONU, à New York.
TTF : La TTF est soutenue par le Parlement européen puis les chefs d'État de la zone euro.

MAI

- **G8 (Deauville)** : Oxfam interpelle les pays du G8 sur le respect de leurs promesses en matière d'aide au développement, de santé, d'agriculture et de lutte contre la faim.

- **Coordination et publication du rapport Protection des civils en 2010**, en amont du débat à l'ONU sur la protection des civils.
- **Ouverture de la troisième Bouquinerie Oxfam**, rue Saint-Ambroise à Paris.

JUIN

- **G20 agricole** : plaidoyer sur l'accaparement des terres et la volatilité des prix.
- **Lancement du rapport Cultiver un monde meilleur**, marquant le coup d'envoi de la campagne internationale Oxfam "CULTIVONS".
- **Deuxième Trailwalker** dans le Morvan, 900 personnes mobilisées et 170 000 euros récoltés.

JUILLET

- **Crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique** : mobilisation importante des équipes médias et plaidoyer. À la suite de nos demandes, la France s'engage à tripler le montant de son aide (de 10 à 30 millions d'euros).

- **Protection des civils au Soudan du Sud** : suivant les revendications d'Oxfam et d'autres ONG, le Conseil de sécurité de l'ONU décide de déployer une opération de maintien de la paix dans le pays.

SEPTEMBRE

- **Interpellation du G20 santé et emploi** avec Médecins du monde et Avocats pour la santé dans le monde.
- **TTF** : la Commission européenne publie une directive visant à instaurer une TTF au niveau européen.
- **Promotion du rapport d'Oxfam Terres et pouvoirs** sur l'accaparement des terres.

OCTOBRE

- **Mobilisation pour la campagne "Action mondiale Stop Paradis fiscaux"** à Paris.
- **TTF** : en amont du G20 en France, remise à Nicolas Sarkozy des 500 000 signatures de citoyennes et citoyens du monde entier en faveur de la taxe Robin des bois.

- **Publication du rapport d'Oxfam sur les femmes afghanes** et la nécessaire protection de leurs droits dans le processus de paix.

- **Présence au Comité de la sécurité alimentaire** à Rome (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation).

NOVEMBRE

- **TTF** : le G20 mentionne dans son communiqué final la TTF comme source possible de financement pour le développement.

DÉCEMBRE

- **La première Friperie Oxfam en France** ouvre ses portes à Lille.

JANVIER-MARS 2012

- **La France crée une TTF**. À l'occasion de l'élection présidentielle, Oxfam France exige des candidats qu'ils s'engagent à aller plus loin dans l'adoption de mesures en faveur du développement et du climat.

NOS MISSIONS

CONSTRUIRE UN MONDE PLUS JUSTE ET PLUS SOLIDAIRE !

Plus de vingt ans après notre création en France, sous le nom d'Agir ici, nous sommes toujours aussi attachés aux valeurs et convictions qui ont contribué au développement de l'association : guérir ne suffit pas, il faut prévenir en agissant en amont sur les causes structurelles de la pauvreté et en proposant des solutions concrètes et durables aux injustices et aux inégalités. Ces missions se déclinent en quatre programmes :

- financement du développement ;
- santé et éducation ;
- agriculture paysanne et changement climatique ;
- protection des populations en zone de conflit.

NOS PRINCIPAUX MODES D'ACTION EN FRANCE

- Recherche et plaidoyer visant à influencer en amont sur les politiques et les pratiques internationales afin d'imposer les changements structurels nécessaires.
- Information et sensibilisation de l'opinion publique via des campagnes de mobilisation citoyenne, pour mettre en lumière les causes des inégalités et donner à chacun-e le moyen d'interpeller les décideurs et d'agir à son niveau contre les injustices.
- Proposition de solutions concrètes, comme la signature de traités internationaux contraignants ou l'adoption de nouvelles législations européennes ou nationales pour lutter contre la pauvreté et le changement climatique.
- Partenariats : pour donner plus de force et d'efficacité à nos campagnes, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires du réseau Oxfam, afin de renforcer l'impact de nos actions au Sud, mais aussi avec des organisations de la société civile dans les pays en développement et en France.

RENFORCER L'ACTION D'OXFAM

DANS LES PAYS DU SUD



Un troupeau de chèvres s'abreuve à un point d'eau foré grâce à l'aide d'Oxfam dans le village de Dilmanyale au Kenya, juillet 2011. © Anna Ridout / Oxfam

AIDE D'URGENCE SUR LE TERRAIN, SOUTIEN AUX PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT, PLAIDOYER, MOBILISATION ET INFORMATION

La complémentarité et la cohérence des différents modes d'action d'Oxfam constituent la richesse de notre réseau. Nous continuerons à l'avenir à associer plus étroitement nos actions ici à celles d'Oxfam et de ses partenaires dans les pays du Sud, pour renforcer la cohérence et l'impact global de nos initiatives sur le long terme.

Très impliquée depuis 2009 dans la définition de la stratégie et de la mise en œuvre des actions de terrain et des campagnes d'Oxfam en Afrique de l'Ouest, Oxfam France est passée à la vitesse supérieure en 2011 et a développé sa participation aux programmes menés dans les pays du Sud. L'objectif : renforcer l'interaction entre nos prises de position ici et les actions sur le terrain du réseau Oxfam et de ses partenaires. Illustration avec notre intervention dans le cadre de la crise alimentaire survenue dans la Corne de l'Afrique en 2011.

CRISE ALIMENTAIRE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE : DE L'URGENCE AU PLAIDOYER, L'ACTION D'OXFAM...

À l'été 2011, plusieurs pays d'Afrique de l'Est, dont le Kenya, l'Éthiopie et la Somalie, subissent la pire crise alimentaire de la décennie en raison de l'effet combiné de deux mauvaises saisons des pluies consécutives, d'une absence d'investissements, de la pauvreté et des conflits régionaux. Certaines parties de la région connaissent l'année la plus

sèche depuis soixante ans ! L'eau et la nourriture manquent de façon dramatique. Par endroits, le taux de malnutrition atteint jusqu'à cinq fois le seuil de l'urgence humanitaire.

Face à la gravité de la situation – en particulier en juillet et août 2011 –, la mobilisation d'Oxfam à travers le globe a été rapide et massive avec une participation directe à la réponse humanitaire, mais aussi, dès le début de la crise, en mettant en avant l'importance de solutions à long terme pour qu'une crise de cette ampleur ne se reproduise pas.

... RELAYÉE AUSSI EN FRANCE

Interpellation des pouvoirs publics : conformément à notre mission, notre action en France a largement porté sur le plaidoyer, à la fois pour assurer le financement de l'action d'urgence et pour agir sur les causes structurelles de la vulnérabilité de la région. À la fin du mois de juillet, alors que l'aide de la France dans la Corne de l'Afrique ne s'élevait qu'à 10 millions d'euros, Oxfam France a dénoncé avec vigueur cette (trop) faible contribution. Le message a porté puisque au début du mois d'août, le gouvernement nous a répondu directement en annonçant un triplement de son aide sur la zone (portée à

30 millions d'euros). Dans le même temps, Oxfam plaidait auprès des pays du G20 et de l'Union européenne pour une régulation plus forte des prix des matières premières agricoles et un soutien financier à long terme de l'agriculture paysanne.

Réponse humanitaire : grâce aux dons reçus pour l'aide d'urgence d'Oxfam sur le terrain et aux financements obtenus en France à cette occasion, Oxfam France a, pour la première fois de son histoire, été en mesure de soutenir l'action immédiate des affiliés Oxfam présents dans la région en faveur des populations affectées. Parmi les projets financés, une initiative d'Oxfam en Somalie, mise en place avec notre partenaire local, l'AFREC (African Rescue Committee), destinée à améliorer l'accès à la nourriture, à relancer l'agriculture et à assurer un meilleur accès durable à l'eau. Au total, plus de 20 000 personnes ont pu bénéficier de ce projet qui visait à répondre à l'urgence tout en préparant l'avenir.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

REMETTRE LA FINANCE DANS LE BON SENS : VERS UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RICHESSES DANS LE MONDE



La campagne "Taxe Robin des bois" débarque à Dakar, février 2011. © Oxfam

L'année 2011 a été exceptionnelle pour Oxfam France. Les sommets des G8 et G20 en France nous ont offert une opportunité unique, celle de faire connaître nos solutions en faveur d'une meilleure distribution des richesses et du pouvoir au niveau mondial. Notre campagne "Ensemble, remettons la finance dans le bon sens", construite sur notre expertise en matière de financement du développement, a eu un retentissement particulièrement fort. La première action, qui portait sur la taxe sur les transactions financières (taxe Robin des bois), nous a permis de mobiliser le public, les médias et les décideurs – en France et dans les autres pays du G20 – sur l'urgence du financement du développement et de la lutte contre le changement climatique, ainsi que sur l'importance de réguler le système financier. Sur ce dossier, les avancées ont été spectaculaires ! Le second volet de la campagne nous a permis d'accentuer la pression en matière de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale.

ÉVASION FISCALE, RÉGULATION DES PARADIS FISCAUX : LA LUTTE POUR PLUS DE TRANSPARENCE CONTINUE !

En un an de campagne, grâce à votre mobilisation, des résultats significatifs sont à enregistrer. Lancée en début d'année à Dakar avec la participation d'Oxfam France, la campagne "Action mondiale Stop Paradis fiscaux" a marqué une nouvelle étape dans la lutte contre cette opacité financière qui prive les États des moyens d'améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. En avril 2011, nous avons ainsi demandé à Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances, d'exiger plus de transparence des entreprises multinationales, premières responsables de l'hémorragie fiscale dans les pays en développement. Cela étant, si nous avons obtenu que le sujet soit pour la première fois discuté, à Cannes, dans le cadre d'un G20, les États membres n'ont pas collectivement mis en place les moyens nécessaires pour obliger les entreprises à plus de clarté sur leurs activités financières.

Au niveau européen en revanche, nos efforts commencent à payer. La Commission européenne a ainsi proposé, à la fin du mois d'octobre, que les grandes entreprises extractives et forestières cotées ou présentes en Europe aient l'obligation de publier, pays par pays et projet par projet, les sommes versées aux États. Une telle mesure permettrait aux organisations de la société civile de réclamer des comptes aux gouvernements sur l'utilisation des revenus issus des secteurs gazier, pétrolier, forestier et minier, et faciliterait la lutte contre la corruption.



CAMPAGNE "TAXE ROBIN DES BOIS"



Robin et sa bande lancent la campagne "Taxe Robin des bois", le 17 février 2011, place de la Bourse à Paris. © Delphine Bedel / Oxfam France

Notre campagne, relayée sur le site www.taxerobindesbois.org, a tout au long de l'année mobilisé les citoyens et citoyennes. Avec nos partenaires Attac, AIDES, Coalition PLUS et le soutien d'une vingtaine d'organisations et syndicats, nous avons sensibilisé le grand public à la taxe. Les médias ont consacré plus de 180 articles et reportages à la TTF et à notre campagne, largement reprise sur les réseaux sociaux et rendue visible grâce à nos actions événementielles et théâtralisées dans les rues de Paris et en région, nos actions sur le Web et quelque 40 événements organisés par les groupes locaux. Le Trailwalker Oxfam France a, lui aussi, été aux couleurs de Robin des bois, et nous étions bien évidemment à Nice dans la grande manifestation de l'altersommet du G20.

Retrouvez plus d'informations sur la mobilisation en 2011 page 12 !



OXFAM À L'ALTER-SOMMET DU G20 !



Des militants Oxfam France défilent à Nice lors de la grande manifestation de l'alter-sommet du G20, le 1^{er} novembre 2011. © Delphine Bedel / Oxfam France

Batucada, chapeaux et flèches, effeuillage d'une centaine de militants Oxfam et AIDES... En amont du G20, la bande de Robin des bois a fait son show ! Le 30 octobre, cinquante personnes ont embarqué à bord du *G20 Express*, bus spécialement affrété par Oxfam France pour l'occasion. Direction Nice et la grande manifestation de l'alter-sommet, le 1^{er} novembre. Nos militant-e-s ont retenu toute l'attention du public et des médias lors d'un strip-tease géant,

démontrant, en ne gardant sur eux que 0,05 % de leurs vêtements, qu'un si petit chiffre pouvait pourtant changer bien des choses ! Pendant ces journées, nos représentants du plaidoyer ont également participé à des débats organisés à l'alter-forum. Enfin, nous étions présents à la frontière monégasque lors de la grande manifestation organisée pour dénoncer les paradis fiscaux et la passivité du G20 sur ce sujet.

LA TAXE ROBIN DES BOIS POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE CLIMAT : UNE UTOPIE... QUI DEVIENT PEU À PEU RÉALITÉ

Tout au long de l'année, nous nous sommes mobilisé-e-s avec vous et des centaines de milliers de citoyen-ne-s en France et dans le reste du monde pour inscrire le sujet à l'agenda des sommets internationaux. L'idée : conduire le gouvernement français, les pays européens ainsi que les membres du G20 à adopter une taxe sur les transactions financières (TTF) en faveur du développement et du climat. Une taxe de 0,05 % sur les flux financiers, à l'échelle globale, pourrait rapporter plusieurs centaines de milliards d'euros tous les ans en faveur de la lutte contre le changement climatique et de l'adaptation à ses conséquences, de l'accès aux soins, de l'éducation et du soutien à l'agriculture paysanne.

DES RÉSULTATS SPECTACULAIRES

L'année 2011 a été une année de campagne intense, créative et inspirée ! Nous avons interpellé les décideurs au niveau national et international et participé à un

immense mouvement de solidarité. Idée considérée comme saugrenue il y a encore quelques mois, la taxe est aujourd'hui reconnue par de nombreux observateurs – 1 000 économistes à travers le monde ont notamment soutenu cette idée ! – comme l'un des moyens permettant à la fois de réguler la finance et de trouver de nouvelles sources de financement pour les urgences sociales et environnementales mondiales.

En France, la pression exercée au cours de ces neuf mois de campagne auprès des député-e-s, des ministères et jusqu'à l'Élysée a permis de faire adopter, en février 2012, une taxe française sur les transactions financières. Pour tous les partis politiques, la taxe est devenue un sujet incontournable et tous les candidat-e-s à l'élection présidentielle ont dû se prononcer sur ce point et sur la répartition des revenus d'une telle taxe.

Après les élections présidentielle et législatives, nous entendons poursuivre le combat pour nous assurer que la taxe votée serve bien à financer la lutte

contre la pauvreté et contre le changement climatique ! Enfin, nous continuons à œuvrer pour qu'une taxe voit le jour au niveau européen.



Paroles d'expert



"Le lien clairement établi entre taxe sur les transactions financières et développement par les pays du G20 a été une avancée majeure. Si le mouvement a porté en France, où une TTF a été adoptée, cette dernière est encore trop faible, alors qu'elle pourrait rapporter 12 milliards d'euros par an. La France doit tenir ses engagements et financer les urgences de développement dans les pays du Sud !"

Luc Lamprière, directeur général d'Oxfam France



Alexandre Naulot, chargé de plaidoyer Oxfam France sur la TTF, répond aux questions d'une journaliste pendant l'action organisée par Oxfam en marge du sommet du G20, le 2 novembre 2011 à Nice. © Delphine Bedel / Oxfam France

G8/G20 : OXFAM FAIT LA UNE SUR LES DEUX SOMMETS !

Avec vous, nous avons fait entendre notre voix auprès des médias et du grand public.

G8 : *Le Monde, Libération, Le Figaro, Les Échos, L'Express, L'Humanité, France Inter, RFI, Euronews, TV5 Monde...* Mais aussi des médias locaux et internationaux : les actions d'Oxfam mettant en scène les "Grosses têtes" du G8, caricatures en papier mâché des chefs d'État, ainsi que les messages sur l'aide au développement ou la TTF ont rencontré un bel écho médiatique.

G20 : France 2, France Inter, France Info, LCI, BFM-TV, Canal +, France 24, France 3, *Le Monde, Libération, La Croix, Les Échos, 20 Minutes* et même *Nice-Matin*... Les médias ont largement repris nos analyses sur la taxe et les paradis fiscaux, et également couvert nos actions de mobilisation.



Action médiatique Oxfam lors du G8, à Paris, le 23 mai 2011. © Delphine Bedel / Oxfam France

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT : LES PAYS DU G8 ET DU G20 À LA TRAÎNE !

En 2011, nous avons poursuivi notre travail d'interpellation des gouvernements des pays donateurs sur la question de l'aide au développement pour les pays pauvres. Premier temps fort de notre mobilisation, le G8 à Deauville, en mai, où nous avons demandé des comptes aux États sur les engagements pris à Gleneagles en 2005, qui prévoyaient d'octroyer 50 milliards de dollars d'aide supplémentaires pour lutter contre la pauvreté d'ici à 2010. Un bilan décevant qui nous a toutefois permis de dévoiler que contrairement aux déclarations officielles, sur les sommes promises, près de 18 milliards de dollars manquaient en réalité à l'appel. Une manipulation des chiffres vigoureusement dénoncée par Oxfam France, dont l'analyse a été largement reprise par les médias.

Même constat durant le G20 de Cannes, où Oxfam France a révélé que l'aide publique au développement accordée par les pays riches pourrait baisser de 9,5 milliards de dollars d'ici à la fin 2012, soit la réduction la plus importante depuis quinze ans ! Un échec donc, pour les pays du G8 et du G20, incapables de respecter leurs engagements face à une crise dont les pays pauvres sont les premiers à souffrir.



EXPERTISE

- Remettre la finance dans le bon sens, Oxfam France, février 2011.
 - 11 idées reçues sur la TTF, Oxfam France, février 2012.
 - Diffusion du rapport du cabinet 99 Partners, Unitaïd (conférence "Taxer les transactions financières pour un monde plus juste : ici et maintenant" à l'Unesco), septembre 2011.
- La liste complète des rapports est disponible sur notre site : www.oxfamfrance.org.

REMETTRE LA FINANCE DANS LE BON SENS LES MOMENTS FORTS DE 2011

FÉVRIER

- Lancement de la campagne "Remettons la finance dans le bon sens" et de son premier volet, la "Taxe Robin des bois" dans le cadre d'une mobilisation internationale dans plus de trente pays.

MARS

- Le Parlement européen puis les chefs d'État de la zone euro soutiennent la TTF au niveau européen. L'Assemblée nationale française et la Commission européenne ont fait de même en juin.

AVRIL

- Envoi de cartes d'interpellation sur l'évasion fiscale à Christine Lagarde.
- Semaine d'action "Taxe Robin des bois" dans toute la France.
- 1 000 économistes de cinquante-trois pays soutiennent le principe de la taxe.

MAI

- Alter-sommet du G8 au Havre – Manifestations et actions de rue "Grosses têtes Oxfam".
- Présence d'Oxfam au G8 de Deauville.

SEPTEMBRE

- La Commission européenne publie une directive visant à instaurer une TTF au niveau européen.
- Conférence internationale sur la taxe à l'Unesco.



Luc Lamprière remet les 500 000 signatures "Robin des bois" à Nicolas Sarkozy lors du G20 développement, Paris, octobre 2011. © Oxfam

OCTOBRE

- Les députés socialistes et radicaux soutiennent une loi sur la TTF en France pour le développement et la lutte contre le changement climatique.
- En amont du G20, remise à Nicolas Sarkozy des 500 000 signatures de citoyens du monde entier en faveur de la taxe.
- Actions de rue "Robin des bois" au moment du G20 finance.

NOVEMBRE

- Alter-sommet du G20 à Nice : déplacement de militants d'Oxfam France, actions de rue avec une centaine de militants en Robin des bois.
- Présence du directeur d'Oxfam France au G20 de Cannes.
- Le Brésil, l'Argentine et l'Afrique du Sud rejoignent des pays européens en faveur de la TTF.

- Le communiqué final du G20 précise que la taxe Robin des bois est bien un mécanisme de financement innovant pour le développement et Nicolas Sarkozy la cite dans son discours de clôture du sommet !

JANVIER-MARS 2012

- L'Assemblée nationale adopte une taxe sur les transactions financières.
- Oxfam France continue son action vis-à-vis des candidat-e-s à l'élection présidentielle pour une taxe Robin des bois pour le développement et le climat. Lettre ouverte à François Hollande, coordonnée par Oxfam France, publiée dans *Libération*.
- Interpellation et actions pour la TTF au niveau européen avec le réseau Oxfam.

DROIT À LA SANTÉ



Paroles
d'expertes



Sierra Leone, 2011 © Aubrey Wade / Oxfam

En 2011, nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer en faveur de l'accès à la santé pour les populations du Sud, en particulier les femmes et les enfants, et nous avons notamment rappelé aux décideurs combien il est important de promouvoir la couverture universelle en santé et la gratuité des soins pour les plus démunis, ainsi que de favoriser l'accès aux médicaments.

FINANCEMENT DE LA SANTÉ : VERS L'ACCÈS UNIVERSEL AUX SOINS POUR LES PLUS PAUVRES ?

Chaque année, 100 millions de personnes basculent dans la pauvreté en raison de coûts médicaux qu'elles ne sont pas en mesure de payer. Un chiffre intolérable, alors même qu'en 2005, les membres de l'Organisation mondiale de la santé se sont engagés à financer l'accès universel aux systèmes de santé des pays en développement. Forts de ce constat, nous nous sommes mobilisés tout au long de 2011 pour que la question ne soit pas, une fois encore, oubliée par les pays riches. Grâce à la pression exercée sur les décideurs en amont du G20, mais aussi par le biais de notre rapport sur l'introduction d'une couverture maladie universelle au Ghana, nous avons obtenu que la déclaration finale du G20 reconnaisse qu'il est essentiel d'investir dans des socles de protection sociale dans le domaine de la santé dans les pays pauvres.

Dans ce cadre, à la suite des engagements pris à Muskoka par le G8 en 2010 – 500 millions d'euros sur cinq ans pour la santé maternelle et infantile –, les rendez-vous réguliers que nous avons eus avec l'administration nous ont permis de mieux tracer les dépenses de la France à cet égard, dépenses dont une partie sera consacrée à la protection sociale en matière de santé.

ACCÈS AUX MÉDICAMENTS : L'OFFENSIVE CONTINUE

Développer l'accès aux soins, c'est aussi améliorer l'accès à des médicaments de bonne qualité à un prix abordable. Certains pays du Sud ont de véritables difficultés pour s'approvisionner en médicaments à un coût raisonnable : pour le Ghana, par exemple, le prix de ces produits est de 300 % à 1 500 % supérieur aux prix internationaux de référence ! Dans ce cadre, nous avons mis l'Union européenne en garde contre ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon)¹ qui, sous couvert de vouloir limiter la circulation de médicaments contrefaits, menace en réalité l'accès aux médicaments génériques dans les pays les plus pauvres et risque de fragiliser dangereusement les efforts engagés pour répondre aux besoins sanitaires des pays du Sud.

¹ L'objectif général d'ACTA est "d'établir un niveau commun de protection des droits de propriété intellectuelle pour combattre les atteintes à la propriété intellectuelle, en particulier dans le contexte des contrefaçons et du piratage".

"Au Ghana, où le gouvernement a instauré la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans dans le cadre du système d'assurance-maladie, la gratuité est un droit pour lequel les gens paient chaque année une cotisation s'ils le peuvent, mais aussi tous les jours à travers la TVA. Ce n'est donc pas un cadeau qu'on leur fait ! Les autorités ne doivent pas oublier qu'elles sont tenues de tout faire pour que le système fonctionne réellement et pour tout le monde."

Rosemary Akolaa, coordinatrice du plaidoyer Santé d'Oxfam au Ghana



"Avec ACTA, des millions de personnes vont être privées de traitement, à l'heure où les ressources financières allouées à la santé dans le monde font cruellement défaut. Mais aussi, dans un contexte inédit de restriction budgétaire, ACTA va compromettre les efforts de maîtrise du niveau des dépenses pharmaceutiques au Nord, notamment grâce à la substitution par les génériques."

Maramé Ndour, responsable de plaidoyer Santé Oxfam France



EXPERTISE

+ *Achieving a Shared Goal : Free Universal Health Care in Ghana, Oxfam, mars 2011.*

AGRICULTURE PAYSANNE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



Kenya, mars 2011. © Rankin / Oxfam

G20 agricole, réunion du Comité de la sécurité alimentaire (CSA), crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique... En 2011, le plaidoyer d'Oxfam France a été particulièrement actif sur les questions de politiques agricoles, alimentaires, climatiques et commerciales, afin de répondre aux enjeux de la faim dans le monde. Autant de sujets que la hausse des prix alimentaires a replacés au cœur des discussions politiques.

G20 AGRICOLE : UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE DE METTRE UN TERME À LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE

Alors que, dans le monde, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim et que les fluctuations des prix sur les marchés agricoles contribuent à l'insécurité alimentaire, la France a fait de la volatilité des prix alimentaires la priorité de sa présidence du G20 en 2011. Une initiative salubre, mais dont le bilan aura finalement été très décevant. Si nos positions sur la lutte contre la spéculation sur les marchés agricoles sont reprises par les pouvoirs publics français, ceux-ci peinent à convaincre l'ensemble de la communauté internationale au niveau du G20 ou de l'Union européenne. En revanche, les messages d'Oxfam ont bien été reçus par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, auquel Oxfam France a activement participé en octobre à Rome, et relayés par ses experts indépendants : en faisant de la problématique de la volatilité des prix alimentaires une priorité, le CSA nous a donné bon espoir que nos appels finissent par être entendus.

AGROCARBURANTS, ACCAPAREMENT DES TERRES... LA PRESSION CONTINUE !

Face à l'accaparement des terres, nous avons poursuivi notre travail de dénonciation avec le rapport *Terres et pouvoirs*, qui a reçu un large écho dans la presse et nous positionne aujourd'hui comme une organisation de référence sur le sujet. En revanche, nous devons renforcer notre action de plaidoyer et nos campagnes pour faire évoluer une position française encore à l'opposé de nos demandes sur les politiques de soutien aux agrocarburants. Ces politiques constituent pourtant l'un des principaux moteurs de l'accaparement des terres agricoles au Sud. Nos efforts d'interpellation n'ont toutefois pas été vains puisqu'en novembre, le Sénat a finalement adopté un amendement supprimant la défiscalisation des agrocarburants, ce que nous demandions depuis plusieurs années. L'amendement n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale, mais ce nouveau positionnement montre que nous devons continuer à interpeller les décideurs sur cette question, et ce d'autant plus que les politiques européennes doivent être revues au cours des années à venir.

NÉGOCIATION CLIMATIQUE - SOMMET DE DURBAN

Sous la pression des ONG, dont Oxfam, un effondrement total des négociations a été évité de justesse. Aucune source de financement n'a été prévue pour faire face aux conséquences du réchauffement climatique dans les pays les plus pauvres. Tout reste à faire...



Paroles d'experte



"Aujourd'hui, notre monde produit suffisamment de nourriture pour tous. Pourtant, près d'un milliard de personnes souffrent de la faim. Si nous ne changeons pas notre manière de cultiver, de consommer et de partager notre alimentation, des millions de personnes supplémentaires rejoindront les rangs des affamés."

Clara Jamart, responsable de plaidoyer Agriculture Oxfam France

CAMPAGNE "CULTIVONS"



D'ici à 2050, nous serons neuf milliards. Dans un monde aux ressources limitées, comment assurer la sécurité alimentaire pour tous ? Oxfam a lancé une grande campagne internationale sur quatre ans pour changer le système alimentaire mondial et expliquer que les solutions existent et qu'il est urgent de les mettre en œuvre.



EXPERTISE

- + *Cultiver un avenir meilleur*, Oxfam, mai 2011.
- + *Terres et pouvoirs*, Oxfam, septembre 2011.

PROTECTION DES POPULATIONS EN ZONE DE CONFLIT



Camp de Mugunga, à Goma, République démocratique du Congo, mars 2009. © Caroline Irby

En 2011, face à la gravité des conflits qui ont sévi dans le monde et qui se sont accompagnés de milliers de victimes civiles innocentes, notamment à la suite des événements du “printemps arabe”, nous avons poursuivi notre travail de plaidoyer en faveur d’une meilleure protection des populations civiles.

CONFLITS : LES CIVILS CONTINUENT DE PAYER LE PRIX FORT

Les conflits dans le monde tuent chaque année des dizaines de milliers de civils et provoquent le déplacement de millions d’autres. Notre rapport *Protection des civils en 2010*, qui portait sur la réponse de l’ONU à dix-huit conflits armés, dénonçait l’approche partielle du Conseil de sécurité en la matière. Ce message, qui a permis d’attirer l’attention des médias sur des crises oubliées, a été entendu, et ce d’autant plus qu’il est venu en écho des appels du Bureau de coordination de l’aide humanitaire de l’ONU.

SOUDAN DU SUD : SÉCURISER LA STABILITÉ ET L’AVENIR DU PAYS

Les semaines qui ont précédé l’indépendance du nouvel État en juillet 2011 ont été marquées par une recrudescence de la violence, avec la perspective d’une possible réapparition d’un conflit à grande échelle. Sous la pression d’Oxfam et d’autres organisations de la société civile, l’ONU a voté une résolution qui s’engage à protéger la population civile, puis déployé une mission de maintien de la paix.

AFGHANISTAN : PROTÉGER LES DROITS DES FEMMES ET FORMER LES FORCES ARMÉES ET DE POLICE

Tout au long de l’année, nous avons travaillé pour que les droits de la population afghane, et notamment des femmes, soient protégés. Nous avons également plaidé pour que la formation et l’encadrement de la police et de l’armée soient améliorés d’urgence, car ces deux corps sont régulièrement responsables d’exactions commises à l’encontre de la population civile, alors même qu’au fur et à mesure du retrait des troupes de la coalition, ils sont censés prendre le relais en matière de sécurité.

UN TRAITÉ SUR LE COMMERCE DES ARMES À PORTÉE DE MAIN

Les négociations du Traité sur le commerce des armes (TCA) ont connu de vraies avancées en 2011. Pendant les deux sessions préparatoires, nous avons activement participé aux discussions préalables à la rédaction d’une première version du texte qui intègre, entre autres, nos revendications en ce qui concerne le respect des droits humains, du droit international humanitaire et du développement socio-économique. Au niveau français, nous avons continué à faire pression pour que le gouvernement se positionne en faveur d’un traité ambitieux. En parallèle, nous avons interagi avec des acteurs gouvernementaux et associatifs des pays arabes. Tout d’abord à l’ONU, puis dans la région, notamment au Liban où Rima Chemiriki, chargée de plaidoyer Conflits, s’est rendue pour rencontrer et informer les ONG de la zone désireuses de s’engager sur le TCA dans le cadre de la campagne internationale “Donner de la voix pour le commerce des armes” en vue de l’adoption du traité en juillet 2012.



Paroles d’expert



“ Le Conseil de sécurité de l’ONU dispose de multiples outils pour prévenir et limiter les violences faites aux civils. Pourtant, la communauté internationale a une façon très arbitraire de décider qui protéger et selon quelle priorité. La détresse des populations prises au piège des conflits armés - qu’elles soient blessées, déplacées ou violées - mérite une attention égale de la communauté internationale, quel que soit le pays concerné. C’est tout le sens du droit international humanitaire et du principe de protection des populations civiles.”

Nicolas Vercken, responsable de plaidoyer Conflits Oxfam France



Camp de déplacés de Jamam, Soudan du Sud, mars 2012. © Alun McDonald / Oxfam



EXPERTISE

- + À qui doit profiter l’aide ?, Oxfam, février 2011.
- + Protection des civils en 2010, Oxfam, mai 2011.
- + Afghanistan : No Time to Lose, Oxfam, mai 2011.
- + Une place à la table des négociations : protection des femmes en Afghanistan, Oxfam, octobre 2011.

MOBILISATION

Les groupes locaux, fer de lance de la mobilisation



En 2011, la mobilisation a été au cœur de la campagne de l'année en faveur de la taxe Robin des bois. Une campagne à laquelle les membres, les sympathisant-e-s et les groupes locaux d'Oxfam France ont apporté leur dynamisme et leurs convictions en soutenant et en faisant vivre notre message de justice pour une meilleure distribution des richesses et du pouvoir au niveau mondial.

En avril, pour la semaine d'action "Robin", des dizaines de statues à Paris et en région se sont soudainement parées du chapeau vert de Robin des bois. Au même moment, les aficionados du Net changeaient leurs avatars sur Facebook ou Twitter et relayaient les trois vidéos d'Oxfam sur la taxe, tandis que de mystérieux QR codes "qui peuvent changer le monde" étaient affichés un peu partout dans Paris. Sur la même lancée, nos groupes locaux ont été présents durant la manifestation anti-G8 au Havre en mai, puis lors de l'alter-sommet du G20 à Nice en novembre, où une centaine de militants munis de leurs arcs et de leurs flèches ont représenté Oxfam France. Arcs et flèches que l'on a retrouvés également aux Solidays ou aux abords des chemins du Trailwalker, placé sous le signe de Robin des bois, avec dix équipes de marcheurs aux couleurs de la campagne, issus de groupes locaux de la France entière. Avec, en amont de la marche, nombre de concerts, brocantes, matchs d'improvisation théâtrale et autres tombolas pour collecter des fonds, mais aussi sensibiliser le grand public aux enjeux de la taxe sur les transactions financières.

Mais le bilan ne s'arrête pas là, car la campagne a été l'occasion de nombreux autres événements locaux destinés à sensibiliser le public : *flash mob* à Grenoble, Nantes et Strasbourg ou conférences-débats à Besançon, par exemple. Dans le même cadre, nos groupes locaux se sont beaucoup investis sur la question des paradis fiscaux en organisant des soirées de projection et débat à Lille et Rouen, par exemple, ou des actions de rue, notamment à Montpellier.



LES MODES D'ENGAGEMENT

- Contactez le groupe local le plus proche de chez vous (liste sur notre site Internet ou auprès de Caroline Dorémeus-Mège, responsable de la mobilisation : cdoreusmege@oxfamfrance.org ou au 01 56 98 29 68).
- Rejoignez nos causes sur les réseaux sociaux (tels que Facebook ou Twitter) et diffusez nos vidéos sur Youtube.
- Adhérez à Oxfam France.
- Soutenez-nous financièrement.
- Apportez vos livres, CD, DVD, vêtements à nos magasins ou devenez bénévole !

Pour en savoir plus, consultez la rubrique "À vous d'agir" de notre site Web : www.oxfamfrance.org.

Votre participation est précieuse, rejoignez-nous !



PAROLES DE MILITANTE

"Oxfam, c'est une association indépendante et engagée où chacun peut trouver sa place en tant que bénévole. Que ce soit de façon occasionnelle ou de façon plus régulière, avec les groupes locaux notamment qui permettent de s'investir dans les campagnes. C'est important de s'engager auprès d'une association et d'adhérer à ses valeurs et aux causes qu'elle défend."

Amandine Jung, bénévole à la Bouquinerie Daguerre et militante du groupe local de Paris



LA MOBILISATION EN CHIFFRES

6 500 personnes participent à l'envoi de cartes postales à Nicolas Sarkozy.

37 000 personnes signent la pétition sur notre site www.taxerobindesbois.org.

500 000 signatures en faveur de la TTF collectées au niveau international sont remises à Nicolas Sarkozy avant le G20.

50 militants d'Oxfam France à bord de l'autocar G20 Express pour participer à l'alter-sommet de Nice.

50 000 personnes environ ont visionné les vidéos sur la TTF de Bill Nighy, Richard Curtis (célèbres pour le film *Love Actually*) et d'Oxfam France.

10 équipes "Taxe Robin des bois" ont participé au Trailwalker 2011.

23 bénévoles issus des groupes locaux ont participé au Trailwalker.

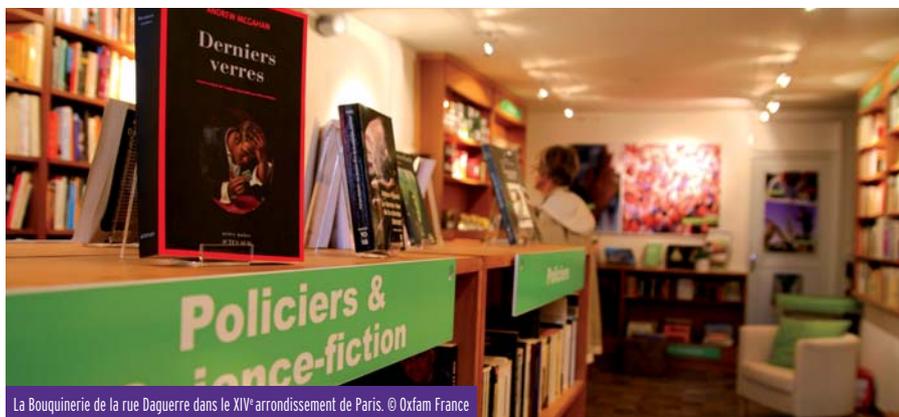
16 284 euros ont été récoltés grâce aux équipes "Taxe Robin des bois".

94 équipes de marcheurs et marcheuses ont participé au Trailwalker.

80 articles dans la presse locale grâce aux actions des groupes locaux.

LES MAGASINS OXFAM

À l'avant-garde des boutiques solidaires en France



L'année 2011 a été productive pour les magasins Oxfam ! Les bons résultats des Bouquineries de Lille et de Paris ont entraîné l'ouverture d'une seconde Bouquinerie à Paris, rue Saint-Ambroise dans le XI^e arrondissement, et d'une Friperie, la toute première, à Lille. Dans la lignée des boutiques Oxfam développées en Grande-Bretagne ou en Allemagne, cette nouvelle enseigne propose des vêtements de qualité de seconde main à petits prix et implante durablement en France le concept de *charity shop* dont Oxfam est un pionnier reconnu. Toujours à Paris, Oxfam France s'est associée au Comptoir général pour proposer un espace Bouquinerie niché dans la mezzanine de ce lieu dédié à l'accueil d'événements liés à la solidarité et à l'environnement.

Grande friperie de printemps, expositions, concerts de jazz ou folk..., les magasins Oxfam organisent régulièrement des événements et constituent un espace d'échange et d'information sur les questions de solidarité internationale et d'inégalités Nord/Sud. Les visiteurs peuvent y consulter des brochures et des ouvrages, s'informer sur les campagnes d'Oxfam France et sur les moyens d'action. Nos magasins se sont aussi parfaitement intégrés à la vie locale et participent à de nombreuses initiatives, comme la Braderie des Parisiennes de la mode, ou l'opération "Donner un coup de main à la seconde main" à Lille.

Fort du succès du premier concours de nouvelles des Bouquineries, qui a invité écrivains en herbe et auteurs confirmés à prendre la plume, avec un total de 165 nouvelles proposées et soumises à l'appréciation de quatre jurys (élèves de lycée, professionnels, écrivains et internautes), nous avons lancé la deuxième édition du concours en 2012 !



ON EN PARLE !

Si la Bouquinerie de Lille est depuis bien longtemps connue des médias locaux, les magasins parisiens et l'ouverture de la Friperie ont eu les honneurs de la presse cette année, avec des reportages de France 2, BFM-TV, RTL, France Inter, France Info, Europe 1, *Femme actuelle*, *Le Monde*, *Le Parisien*, et même *le Times* en Grande-Bretagne !



PAROLES DE BÉNÉVOLE

"Entre deux tris de vêtements, c'est agréable de préparer les vitrines, d'accueillir et de rencontrer les clients, de leur présenter Oxfam, mais aussi de discuter avec les autres bénévoles, aux parcours très différents. Et puis, j'aime rendre service aux autres !"

Claire, bénévole à la Friperie

TOUS CES EXCELLENTS RÉSULTATS NE SERAIENT PAS POSSIBLES SANS LES 120 BÉNÉVOLES ENGAGÉS AUX CÔTÉS D'OXFAM DANS LES QUATRE MAGASINS !

VIE ASSOCIATIVE

L'assemblée générale (AG) de l'association s'est déroulée le 25 juin 2011. C'est un moment important de la gouvernance d'Oxfam France, forte du soutien d'un réseau de 40 000 signataires et donateurs, et maintenant 1 200 adhérents associés à notre gouvernance (voir formulaire page 18). Après l'approbation des comptes et l'adoption du rapport moral, l'AG, constituée de trente-deux mandataires, représentants des groupes locaux ou adhérents de l'association, a renouvelé le conseil d'administration, avec notamment l'élection de deux nouveaux administrateurs (Lora Verheecke et Vincent Truelle). Françoise Toutain, présidente d'Oxfam France, et Luc Lamprière, directeur général, ont également présenté les perspectives stratégiques et financières de l'association, ainsi que le cadre de travail pour la préparation du prochain plan stratégique d'Oxfam (2013-2019). L'après-midi a été l'occasion d'échanges avec les mandataires, autour de la taxe Robin des bois, sur le fonctionnement du plaidoyer et les stratégies de campagne. Une journée riche en échanges et en débats pour faire avancer les idées et le travail de l'équipe !

Oxfam France est membre de Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Nous sommes membres du Collectif d'associations CRID et Réseau Action Climat - France, et également co-éditeurs de la revue trimestrielle *Altermondes*, la revue de la solidarité internationale.



EMPLOIS

MISSIONS SOCIALES

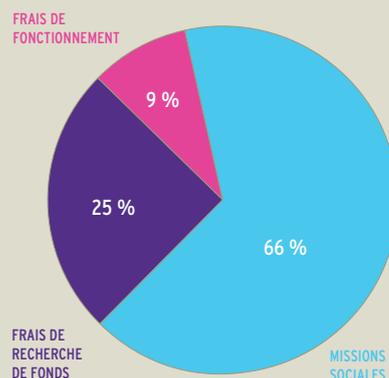
- Les programmes constituent notre cœur de métier et nos premiers postes de dépenses. Ils comprennent le plaidoyer (recherche, rédaction de rapports, rencontres avec les décideurs, organisation de colloques et de séminaires, participation à des sommets internationaux, avec notamment cette année la présence importante sur le G8 et le G20 en France), la mobilisation (conception, réalisation et diffusion de nos campagnes, actions de sensibilisation menées auprès du grand public, soutien et formation des groupes locaux), les relations avec les médias (travail de diffusion de nos messages) et le partenariat avec des organisations du Nord et du Sud.
- Le poste communication et partenariats comprend les charges liées à notre contribution aux activités d'Oxfam International et d'autres plates-formes françaises de la solidarité internationale, ainsi que la fabrication de nos supports de communication, la mobilisation dans le cadre d'événements dédiés (Solidays, Semaine de la solidarité internationale, Trailwalker...) et la maintenance de notre site web.
- Depuis 2011, nous avons accru l'interaction entre notre travail de plaidoyer au Nord et les actions sur le terrain du réseau Oxfam et de nos partenaires, ce qui se traduit par l'apparition d'un poste nouveau dans notre budget : "Activités réalisées à l'étranger (Programmes Sud)", qui correspond à des actions en Somalie, en Afrique de l'Ouest et à des partenariats associatifs nouveaux, au Maghreb en particulier.

FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

- Afin de continuer à assurer le développement de nos activités et ainsi d'accroître l'impact et l'efficacité de nos actions sur les causes structurelles de la pauvreté et des injustices, nous continuons à investir dans la collecte de fonds. C'est ainsi que nous sommes en mesure d'élargir notre assise citoyenne au cœur d'un mouvement international et de renforcer notre légitimité auprès des décideurs en France et en Europe tout en préservant notre indépendance. Le Trailwalker Oxfam, grand événement sportif et solidaire, qui a eu lieu pour la deuxième fois en France en juin 2011, a permis de collecter plus de 230 000 € sur l'exercice comptable de l'année 2011-2012, de mobiliser un millier de participants le temps d'un week-end, mais aussi de sensibiliser des dizaines de milliers de personnes aux valeurs et campagnes portées par Oxfam France, et ce grâce à la communication des équipes dans leur région. Ce type de manifestation s'inscrit pleinement dans notre double objectif qui est de renforcer notre indépendance financière et d'élargir le cercle des signataires de nos campagnes et des soutiens d'Oxfam France.
- Le poste "Frais de recherche des autres fonds privés" valorise le temps de travail des salariés de l'association investi dans l'étude de nouveaux modes de financement, la recherche de financements institutionnels, le développement de nos magasins.

FONCTIONNEMENT

- Comme chaque année, nous continuons à être très attentifs au niveau de nos dépenses générales. Elles ont été très serrées cette année (7 % de notre budget global), malgré l'augmentation des effectifs (passage de 23 à 26 salariés en équivalent temps plein cette année).



NOS FINANCES

ENTRE CROISSANCE DES ACTIVITÉS ET ÉQUILIBRE DES DÉPENSES

La très forte mobilisation de l'équipe salariée et des bénévoles d'Oxfam France au cours de l'année 2011, menée aux côtés de l'ensemble de la confédération Oxfam, a donné lieu à une croissance de notre budget. Celle-ci a été rendue possible par la fidélité de nos donateurs, clé de notre action dans la durée, et une diversification accrue de nos financements.

Nous avons continué notre travail de plaidoyer et de mobilisation autour de nos quatre grands programmes.

Par ailleurs, nous avons accru notre travail au Sud en soutenant pour la première fois un programme d'urgence mis en œuvre par Oxfam en Somalie au moment de la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique, mais aussi le travail de plaidoyer et de mobilisation d'Oxfam en Afrique de l'Ouest. Cette initiative nous a permis de développer nos partenariats avec des organisations de la société civile au Sud, notamment au Maghreb. L'exercice 2011-12 commence le 1^{er} avril 2011 pour s'achever le 31 mars 2012, en adéquation avec les autres affiliés Oxfam. Nous avons atteint notre objectif d'équilibre avec un résultat positif de 3 276 €, en ligne avec la gestion rigoureuse des années précédentes. Conformément à la norme officielle d'établissement du compte d'emploi des ressources pour les associations, entrée en vigueur en 2008, le tableau ci-dessous fait apparaître l'affectation des fonds collectés auprès du public.

EMPLOIS	2011-2012				2010-2011	
	COMPTE DE RÉSULTAT		AFFECTATION DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC		COMPTE DE RÉSULTAT	
1. MISSIONS SOCIALES	1 826 983	66 %	859 161	66 %	1 390 814	64 %
1.1. Réalisées en France en direct	1 504 920	54 %	838 130	64 %		
Programme Justice économique	241 813	9 %	174 310	13 %	318 452	15 %
Programme Accès aux services essentiels	376 907	14 %	59 801	5 %	352 904	16 %
Programme Financement du développement	416 509	15 %	227 028	17 %	243 906	11 %
Programme Conflits et crises humanitaires	288 245	10 %	222 479	17 %	227 138	10 %
Communication et alliances	181 446	6 %	154 512	12 %	248 414	12 %
1.2. Réalisées à l'étranger (programmes Sud)	322 064	12 %	21 031	2 %		
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	736 790	27 %	333 262	25 %	607 460	28 %
Frais d'appel à la générosité du public	624 436	23 %	285 745	22 %	552 650	26 %
Frais de recherche des autres fonds privés	112 354	4 %	47 517	3 %	46 566	2 %
Produits à la vente					8 244	0 %
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	186 952	7 %	117 861	9 %	165 066	8 %
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	2 750 725				2 163 339	
DOTATION AUX PROVISIONS	33 826				9 192	
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	3 276				2 636	
TOTAL GÉNÉRAL	2 787 827				2 175 167	
TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC			1 310 283			



RESSOURCES

DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC

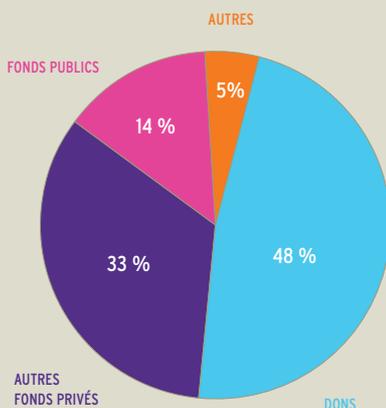
- Les dons par prélèvement automatique sont ceux de nos donateurs réguliers, y compris les nouveaux donateurs recrutés lors d'opérations de collecte de rue. Ce mode de versement est primordial pour garantir la pérennité de nos actions. Les autres dons sont ceux effectués par chèque, espèce, carte bancaire ou virement.
- Depuis l'adoption des nouveaux statuts de l'association en décembre 2009, nous avons enregistré plus de 1 200 adhésions. Cette forme nouvelle d'engagement des membres du réseau pour les valeurs que nous défendons renforce notre gouvernance associative.

AUTRES FONDS PRIVÉS

- Comme d'autres associations ayant rejoint la confédération Oxfam, nous bénéficions depuis plusieurs années d'un soutien financier d'Oxfam International. La subvention de 300 000 € reçue cette année sert à renforcer notre association et contribue à nos dépenses de développement. Ce soutien a vocation à disparaître progressivement et à être remplacé par des dons et d'autres financements privés.
- Nous avons également obtenu des financements additionnels de plusieurs autres affiliés Oxfam pour soutenir notre travail sur la taxation des transactions financières internationales, la préparation du G8 et du G20 organisés en France cette année, la transparence financière des entreprises et les frais liés à l'embauche en 2010 d'une salariée pour rechercher des financements institutionnels.
- Enfin, une partie de nos actions dans le domaine de l'accès à la santé et de l'efficacité de l'aide publique au développement a été financée par la Fondation Gates.

SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

- Le montant renseigné ici correspond à des subventions pour des emplois dits "aidés", des subventions dans le cadre du Trailwalker, le financement de l'Union européenne dans le cadre d'un projet sur le changement climatique, des subventions des gouvernements anglais et norvégien dans le cadre de la campagne en amont des négociations du Traité sur le commerce des armes à l'ONU et enfin une subvention du Centre de crise (ministère des Affaires étrangères) pour venir en aide aux populations touchées par la famine dans la Corne de l'Afrique (Somalie).



RESSOURCES	2011-2012		2010-2011			
	COMPTE DE RÉSULTAT		RESSOURCES COLLECTÉES		COMPTE DE RÉSULTAT	
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE (I)			30 985			
1. DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC	1 313 124	48 %	1 313 124	48 %	1 175 297	55 %
Dons par prélèvement automatique	737 331	27 %	737 331	27 %	627 052	29 %
Autres dons	548 743	20 %	548 743	20 %	534 750	25 %
Adhésions	27 051	1 %	27 051	1 %	13 495	1 %
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	920 046	33 %			792 484	36 %
Fondations privées et associations	335 470	12 %			244 764	11 %
Oxfam International	414 629	15 %			491 317	23 %
Oxfam Grande-Bretagne	108 382	4 %			29 535	1 %
Autres Oxfam	61 565	2 %			26 867	1 %
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	376 189	14 %			72 589	3 %
4. AUTRES	130 510	5 %			117 328	5 %
Ventes (documents de campagne, abonnements, facturations de services)	101 117	4 %			87 488	4 %
Produits d'épargne	7 774	0 %			23 560	1 %
Produits exceptionnels	21 619	1 %			6 281	0 %
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	2 739 869				2 157 697	
REPRISE DES PROVISIONS	47 958				17 470	
TOTAL GÉNÉRAL (II)	2 787 827		1 313 124		2 175 167	
TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (III)			1 310 283			
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE = (I) + (II) - (III)			33 826			

Plus des deux tiers des dons collectés servent à financer nos programmes de mobilisation et de plaidoyer, le reste couvrant nos frais de fonctionnement et de recherche de fonds nécessaires à la poursuite du développement de l'association. La part de nos frais de fonctionnement est passée de 8 % l'an dernier à 7 % cette année. Il faut toutefois noter que nous avons fonctionné en 2011 avec des fonctions supports réduites au regard de la croissance de l'association et que des investissements sur ces postes seront requis. La part des dépenses en collecte de fonds reste significative car, pour garantir notre liberté de parole et d'action, cette activité reste prioritaire dans la stratégie de développement de nos ressources financières. Ces efforts portent largement leurs fruits puisque vous êtes aujourd'hui plus de 19 400 donateurs à soutenir Oxfam France. Le total des dons en 2011-12 s'élève à plus de 1,3 million d'euros, soit 12 % de plus que l'an dernier. Au total, cette année, ce sont 53 % de nos ressources qui proviennent du public ainsi que de produits assimilés (48 % de dons et 5 % d'autres produits). La variété et les parts relatives de nos financements provenant de bailleurs de fonds sont également un gage de notre indépendance financière : Oxfam (21 %), Fondation Gates (12 %), État français (9 %), autres gouvernements (2 %), Union européenne (1 %), Pôle Emploi (1 %), collectivités locales (1 %).

Enfin, nous ne pourrions accomplir tout ce travail sans l'aide de nos nombreux bénévoles : plus 29 000 heures valorisées cette année à hauteur de plus de 300 000 euros !

TRANSPARENCE

Pour la troisième année consécutive, Oxfam France fait partie du Comité de la Charte, dont l'association est membre depuis le 4 mai 2010, après s'être soumise à un contrôle rigoureux. Le Comité de la

Charte est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa vocation est de promouvoir la transparence et la rigueur de la gestion pour permettre le "don en confiance". Le Comité a élaboré une Charte de déontologie et donne son agrément aux organisations qui s'engagent volontairement à la respecter et à se soumettre à ses contrôles.

Les comptes 2011-12 de l'association et des magasins ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet **Orcom**. Ce rapport annuel est envoyé à l'ensemble de nos donateurs et donatrices. Il est téléchargeable sur notre site Internet. Si vous souhaitez recevoir les comptes détaillés, merci de vous adresser à Oxfam France, Service finances, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris.

LES MAGASINS

L'année 2011 a été une année de développement intense pour les magasins Oxfam. Avec près de 125 000 € de chiffre d'affaires, la Bouquinerie de Lille a réalisé une croissance annuelle de 27 %, venant confirmer la pertinence des actions menées en matière de communication et de collecte au cours de l'année précédente. Elle génère ainsi à elle seule une capacité d'autofinancement de 44 000 €, sachant que d'ici deux ans l'association aura terminé de rembourser l'intégralité des emprunts ayant permis de financer son montage. La Bouquinerie de la rue Daguerre (Paris XIV^e), ouverte en octobre 2010, a progressivement trouvé sa place dans le quartier, attirant un public curieux et séduit par cette nouvelle offre. Son chiffre d'affaires a été en augmentation constante sur l'année 2011, pour finir avec un mois de décembre exceptionnel (+ 36 % vs 2010). En mai 2011, nous avons ouvert notre troisième Bouquinerie, rue Saint-Ambroise, dans le XI^e arrondissement de Paris. Celle-ci a connu un démarrage plus timide, mais nous espérons qu'elle saura, à son tour, trouver son public. Depuis juillet 2011, nous occupons un lieu atypique et plein de charme sur la mezzanine du Comptoir général (bar, lieu de rencontre et d'exposition situé au 80, quai de Jemmapes, Paris X^e) : un espace Bouquinerie ouvert le week-end, qui permet aussi de générer des ressources pour notre association. Enfin, fin 2011, nous avons réhabilité un nouveau local à Lille situé en face de notre Bouquinerie, dans lequel nous avons ouvert en janvier 2012 notre première Friperie, dont les premiers résultats sont déjà très prometteurs. Au cours de cette année d'investissements et de démarrages, nous avons été malgré tout capables de générer une capacité d'autofinancement positive, confirmant le potentiel de ces magasins pour financer les actions de plaidoyer et de mobilisation d'Oxfam France dans la durée.

BILAN

ACTIF

	2011-2012			2010-2011
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS	573 832	372 143	201 689	192 803
Immobilisations incorporelles	102 385	89 100	13 285	12 798
Immobilisations corporelles	326 557	275 223	51 334	45 185
Immobilisations financières	144 889	7 820	137 070	134 820
ACTIFS CIRCULANTS	917 621	9 317	908 304	889 310
Stocks	405		405	548
Créances et comptes rattachés	8 244		8 244	5 425
Autres créances	245 713		245 713	215 587
Disponibilités	663 259	9 317	653 942	667 751
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	8 442		8 442	21 178
Écart de conversion actif	4 209		4 209	
TOTAL	1 504 104	381 460	1 122 644	1 103 291

PASSIF

	2011-2012	2010-2011
Avant affectation		
CAPITAUX PROPRES	239 648	228 655
Report à nouveau	195 823	193 187
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	3 276	2 636
Provisions diverses	40 549	32 832
DETTES	691 020	740 826
Dettes fiscales et sociales	177 134	165 085
Fournisseurs et comptes rattachés	145 465	131 895
Autres dettes	25 769	827
Dettes autres Oxfam	342 652	442 952
Emprunts et dettes auprès étab. de crédit		67
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	191 349	133 810
Écart de conversion passif (V)	627	
TOTAL	1 122 644	1 103 291

FINANCES MAGASINS

	2010	2011	
PRODUITS	115 411	222 059	Ventes de livres, CD et DVD d'occasion
CHARGES	119 851	204 674	
Achat de marchandises	5 126	6 867	Produits du commerce équitable, revues, publications Oxfam
Autres charges externes	57 222	98 520	Loyer, électricité, télécommunications, frais bancaires, etc.
Salaires et charges sociales	57 503	99 287	Salaires et indemnités des stagiaires
Déduction des charges exceptionnelles	-20 497	-17 500	Liées au montage des 2 Bouquineries parisiennes et de la Friperie lilloise et comprises dans le plan d'investissement
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	16 057	34 885	



DONNER

pour agir en faveur d'un monde plus juste

Donner à Oxfam France, c'est se donner les moyens d'agir, de se mobiliser et de faire entendre sa voix au plus haut niveau !

OUI, je soutiens les actions d'Oxfam France !

JE FAIS UN DON PONCTUEL

(par chèque à l'ordre d'Oxfam France) de

30€ 50€ 100€ €

JE CHOISIS LE DON DURABLE

parce que c'est plus efficace, je donne chaque mois :

10€ 25€ 40€ € (min 5€)

Je remplis mes coordonnées et l'autorisation de prélèvement ci-dessous.



COORDONNÉES À COMPLÉTER :

NOM |.....|

PRÉNOM |.....|

ADRESSE |.....|

TÉLÉPHONE |.....|

E-MAIL |.....|

Je souhaite recevoir vos informations par e-mail.

Les coordonnées des membres de notre réseau ne sont transmises sous aucun prétexte. Conformément à la loi Informatique et libertés du 6/1/78, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant en écrivant à Oxfam France.

66 % DE VOTRE DON ET/OU DE VOTRE COTISATION SONT DÉDUCTIBLES DE VOS IMPÔTS DANS LA LIMITE DE 20 % DE VOTRE REVENU IMPOSABLE.

Exemple : un don mensuel de 15 € vous revient réellement à 5,10 € après déduction de votre avantage fiscal.

Par souci d'économie, nous n'envoyons les reçus fiscaux qu'une fois par an. Si vous préférez le recevoir dès maintenant, cochez cette case



RA2011

LE DON DURABLE

le moyen le plus efficace pour soutenir nos actions

POUR NOUS

- Vous nous donnez les moyens de planifier nos actions sur le long terme.
- Vous permettez le financement de l'ensemble des programmes dans la durée.
- Vous garanzissez notre indépendance financière, gage de notre liberté de parole.

POUR VOUS

- Votre action est permanente et votre don est réparti sur l'année.
- Vous unissez votre voix dans la durée à un mouvement qui partage et défend vos convictions.
- Vous faites un don plus efficace et qui utilise moins de papier : envoi uniquement des courriers d'information et de participation aux campagnes → une plus grosse partie du don est consacrée au travail de fond d'Oxfam.



AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE à compléter

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous.

Association bénéficiaire :
**Oxfam France, 104 rue Oberkampf
75011 Paris**

Date :

Signature :

Le 1^{er} prélèvement commencera le 10 du mois suivant la réception de ce coupon.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 473020

Joindre un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP)
Nom et adresse postale de l'établissement teneur du compte à débiter :

.....
.....
.....
.....

Banque	Guichet	N° de compte	Clé
_ _ _	_ _ _	_ _ _ _ _ _ _ _ _	_



ADHÉREZ À OXFAM FRANCE

JE SUIS DÉJÀ ADHÉRENT-E

JE RENOUVELLE simplement ma cotisation annuelle pour 2012 (par chèque à l'ordre d'Oxfam France)

- 15 € adhésion normale
- 10 € adhésion chômeurs ou étudiants
- 40 € adhésion de soutien

JE SOUHAITE DEVENIR ADHÉRENT-E

1 **JE SIGNE** la charte de l'adhérent-e d'Oxfam France (ci-dessous)

2 **J'AI PARTICIPÉ** au cours des douze derniers mois à au moins une des actions suivantes

- Pétition en ligne sur www.oxfamfrance.org
- Carte d'interpellation
- Bénévolat (Bouquinerie, groupe local, etc.)
- Participation au Trailwalker (marcheuse, marcheur ou bénévole)
- Don

3 **JE RÈGLE** ma cotisation annuelle 2012 (par chèque à l'ordre d'Oxfam France)

- 15 € adhésion normale
- 10 € adhésion chômeurs ou étudiants
- 40 € adhésion de soutien

LA CHARTE DE L'ADHÉRENT-E D'OXFAM FRANCE



Au Nord comme au Sud, des centaines de mouvements, d'associations, ont placé le développement des peuples au cœur de leurs priorités. Ici et là-bas, une prise de conscience s'est affirmée pour construire un avenir plus solidaire. [...] Pour combattre le sous-développement, il faut plus que de l'argent et de la générosité. Il faut des changements là-bas, il faut aussi agir ici.

Extrait de l'Appel d'Agir 10 pour un monde solidaire - 1988

En choisissant ainsi la voie de l'engagement actif en France de citoyens mobilisés au sein de ce mouvement mondial, Oxfam France, fondée en 1988 sous le nom d'"Agir ici pour un monde solidaire", entend mettre en lumière les causes structurelles des injustices et de la pauvreté, mais aussi proposer des solutions pour les combattre et les éradiquer à long terme.

Au sein du réseau Oxfam depuis 2006, et en lien avec des centaines d'organisations au Nord comme au Sud, nous invitons les citoyens à se mobiliser avec nous pour ce monde de solidarité et de justice.

Parce qu'une opinion publique consciente peut permettre une meilleure prise en compte des aspirations des plus démunis à une vie digne, il faut informer sur les causes des injustices et donner à chacune et chacun les moyens d'agir à son niveau.

Parce que les besoins exprimés par les sociétés civiles au Sud supposent ici des changements de nos propres attitudes et des actions de nos propres gouvernements, il faut intervenir auprès de nos concitoyens, des décideurs, politiques ou économiques, pour leur proposer des solutions concrètes.

Parce que les États aux marges de manœuvre réduites ne peuvent lutter contre la pauvreté, il faut partout veiller à ce qu'ils disposent des ressources nécessaires pour le faire. Il faut partout défendre des régulations nationales solides et une gouvernance mondiale juste et efficace.

Parce que dans ce monde qui conforte les inégalités au lieu de les réduire, il faut agir.

- Il faut agir, ici et là bas, pour un développement basé sur le respect des droits humains.
- Il faut agir, ici et là-bas, au nom d'une vision d'un monde où les femmes et les hommes ont accès à l'éducation, jouissent d'une bonne santé, du respect de leurs droits, de leur dignité et sont capables de prendre leur destin en main.
- Il faut agir, ici et là-bas, en portant la voix des mouvements de citoyennes et de citoyens qui, par-delà les frontières, revendiquent ensemble ces droits pour tous de vivre dignement dans un monde respectueux de l'environnement et, pour chacun et chacune, le droit à la parole.

Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, avec la mobilisation de citoyens actifs partout dans le monde, la lutte contre les inégalités et la pauvreté peut être gagnée.

Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, la volonté politique et les actions de chacune et chacun peuvent conduire à ce monde plus juste.

Je soussigné/e,

.....

.....

manifeste, en adhérant à Oxfam France, ma volonté d'agir ici pour un monde plus juste.

En tant qu'adhérent-e de l'association Oxfam France, j'entends renforcer l'impact des actions menées par l'association en faisant circuler l'information qu'elle diffuse et en participant activement à ses campagnes de mobilisation citoyenne.

Fait à, le

Bulletin à retourner avec votre cotisation et la charte de l'adhérent-e signée à Oxfam France 104, rue Oberkampf 75011 Paris



LE TRAILWALKER 2011

Une deuxième édition haute en couleur !



Top départ du second Trailwalker Oxfam, Saulieu, 11 juin 2011. © Oxfam France

Le Trailwalker (contraction des termes anglais *trail*, "chemin", et *walker*, "marcheur") est un des plus grands défis sportifs et solidaires par équipe au monde. Le principe est simple : des équipes de quatre personnes parcourent 100 km en moins de 30 heures. En amont, chacune d'entre elles réunit au moins 1 500 euros de dons pour les actions d'Oxfam France.

Depuis sa création, il y a plus de trente ans à Hong Kong, le Trailwalker Oxfam s'est exporté en Angleterre, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Japon, en Belgique, aux Pays-Bas, en Irlande, en Espagne, en France, en Allemagne, au Canada, et enfin en Inde ! En l'espace de quelques décennies, le Trailwalker aura permis à Oxfam de collecter plus de 40 millions d'euros au profit de la solidarité internationale, pour un total de près de 12 millions de kilomètres parcourus !

LA SECONDE ÉDITION FRANÇAISE

Après le succès du premier Trailwalker en France l'an dernier, nous nous sommes lancés dans la deuxième édition de cette grande marche sportive et solidaire. Organisé les 11 et 12 juin 2011, l'événement a eu lieu, cette fois encore, dans le Parc du Morvan en Bourgogne, sur un parcours intégralement repensé pour l'occasion.

Comme l'année précédente, l'engagement et la solidarité de tous les participants au cours de ce long week-end ont fait de cette marche un moment inoubliable, avec 94 équipes, soit 376 participants qui se sont élancés sur les chemins du Morvan. Au terme du week-end, 80% des marcheuses et marcheurs avaient franchi la ligne d'arrivée à Saulieu. Si la première équipe est arrivée samedi à 18 h 02, après avoir parcouru la distance en seulement onze heures et deux minutes, la plupart des marcheurs et marcheuses ont franchi la ligne d'arrivée le dimanche, accueillis par leurs supporters, dont le rôle est capital pour la réussite d'un tel exploit collectif, et les 180 bénévoles sans qui cet événement ne pourrait avoir lieu. Au total, plus de 900 personnes s'étaient réunies dans le Morvan.

Malgré les ampoules, la fatigue et quelques abandons, les équipes ont toutes été portées par un même enthousiasme et une énergie partagée pour soutenir les valeurs et les actions d'Oxfam. Un formidable effort de mobilisation qui a permis de collecter plus de 170 000 euros.

Tout au long du parcours, avec l'aide précieuse des militants et groupes locaux, nous avons préparé stands et animations destinés à sensibiliser les participants du Trailwalker à nos modes d'action, à les encourager à s'engager pour notre campagne "Taxe Robin des bois" et à parler d'Oxfam France autour d'eux. Pour nous, l'aventure continue, car le succès de cette deuxième édition du Trailwalker, a inscrit celui-ci dans le paysage associatif français et préparé la troisième édition qui a eu lieu dans le Morvan les 12 et 13 mai 2012.

Plus d'informations sur www.oxfamtrailwalker.fr



PAROLES DE PARTICIPANT-E-S

"Le Trailwalker, c'est une expérience collective très forte ! Si mes compagnons n'avaient pas été là, je pense que j'aurais abandonné avant la fin, mais ils m'ont soutenu et accompagné, jusqu'au bout. Nous formons vraiment une bonne équipe et c'est le Trailwalker qui nous a permis de le découvrir."

Théophile Haberstroh, marcheur de l'équipe Team HEC

"Suivre une équipe de marcheurs sur le Trailwalker, c'est beaucoup d'efforts, mais tout prend son sens au moment où on lit sur le visage de nos poulains que sans nous, ils n'auraient peut-être pas pu relever le défi."

Florence, supportrice de l'équipe Pumi



VOS DONS EN ACTION

LES DONS DES ÉQUIPES TRAILWALKER NOUS ONT NOTAMMENT PERMIS D'INFORMER ET DE SENSIBILISER LE PUBLIC EN FRANCE SUR LES GRANDS ENJEUX DE LA CAMPAGNE "TAXE ROBIN DES BOIS". VOICI QUELQUES EXEMPLES D' ACTIONS DE CAMPAGNE FINANÇÉES PAR CES DONS.

Action de rue à Paris, place de la Bourse, reprise par nombreux médias et télévisions : **3 600 €**, soit **72 dons de 50 €**

Conception, production et envoi de 15 000 documents de mobilisation : **7 520 €**, soit **188 dons de 40 €**

- > Directrice de la publication : Françoise Toutain
- > Coordination de la rédaction : Mathilde Magnier
- > Rédaction : Mathilde Magnier, Stéphanie Dufour, Luc Lamprière
- > Correctrice : Pascale Naquet
- > Photos couverture : Haut (Éthiopie, 2010). Crédit : Tom Pietrasik / Oxfam. Bas (Robin des bois et sa bande au G20, 1^{er} novembre 2011). Crédit : Delphine Bedel / Oxfam France
- > Photo dos : Mauritanie, 2012. Crédit : Pablo Tosco
- > ISSN : 1155-200X > Dépôt légal : 2^e semestre 2012
- > Conception et réalisation graphique : Maya Lambert (0661564195)
- > Imprimerie : Flash Fricotel



MERCI à tous les donateurs et donatrices, signataires, bénévoles, militants et militantes, partenaires associatifs, à celles et ceux qui sont engagés à nos côtés et qui, chaque année, nous aident à construire un monde plus juste !



Oxfam
France

104, rue Oberkampf 75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40 > Fax : 01 56 98 24 09
E-mail : info@oxfamfrance.org

Suivez notre actualité et participez à nos campagnes
en vous abonnant à notre newsletter sur
WWW.OXFAMFRANCE.ORG



Papier recyclé